La LCR dénonce vigoureusement la décision du gouvernement belge d'appuyer l'intervention militaire française au Mali.

Selon la LCR, cette intervention, contraire aux promesses électorales de François Hollande, vise surtout à maintenir le Mali dans la Françafrique. En venant au secours d'un gouvernement malien chancelant, Paris montre clairement sa volonté de perpétuer le système néocolonial par lequel les gouvernements de la région bradent les ressources en or et les intérêts des populations au bénéfice de Paris.

Le terrorisme islamiste sert de repoussoir pour détourner l'attention des intérêts géostratégiques - la stabilité du Niger voisin - et économiques - notamment les richesses minières. Le Mali est le troisième producteur d'or en Afrique et on y trouve aussi de l'uranium (gisements de Faleas et de Gao), qui intéresse AREVA.

L'instabilité dans cette partie de l'Afrique est fondamentalement le résultat de la misère, des inégalités et de la corruption qui découlent du système néocolonial. L'intervention militaire impérialiste ne peut que l'aggraver, et alimenter l'islamisme - comme ce fut le cas en Libye, d'où les insurgés tirent leurs armes. L'exemple de l'Afghanistan ne laisse aucun doute à ce sujet. Plutôt que de soutenir des régimes corrompus, il faut mettre fin à la domination et aider les peuples à se développer.

Pour la LCR,

Céline Caudron, porte-parole